Déclaration liminaire CHSCT-D
Mardi 12 octobre 2021

M. Le Directeur Académique,

Depuis la rentrée, la constatation est sans équivoque : l'accompagnement des élèves en situation de handicap est le talon d'Achille de l'école inclusive ! La mise en place des PIAL à la rentrée 2020, puis leur réorganisation à cette rentrée engendre un trouble que la distorsion d'information entre les services de la MDPH et les services de la DSDEN ne suffira pas à expliquer. En effet, ces arguments avancés par l'aDASEN ne suffisent pas à réconcilier les enseignants avec ce dispositif, les familles avec notre maison éducative et les enfants avec les apprentissages. Le manque de recrutement d'AESH est criant. Nous n'avons de cesse de le dire, de le dénoncer même. Nous savons que le recrutement n'est pas aisé pour répondre à l'ensemble des notifications. Nous savons que le marché de l'emploi est en ce moment sans réserve de demandeurs. Cependant, nous avons connaissance de personnes qui postulent aux postes d'AESH et qui semblent avoir le profil et les compétences requises pour le poste et qui restent sur le bord de la route ! La situation apparait étonnante… Serait-ce que les services administratifs n'arriveraient pas répondre à toutes les sollicitations par manque de mains ouvrières ? Nous le pensons bien fort à l'UNSA Éducation.

Et puis, quand certain.e.s sont nommées, il n'est pas rare que leur emploi du temps soit modifié, leur parcours kilométrique hebdomadaire allongé, le nombre d'élèves à charge augmenté, et dans tout cela : les enfants sont ballotés entre AESH désabusé.e.s et sur le point de démissionner. Les notifications qui demandent un suivi à temps plein se retrouvent avec un mi-temps au mieux, parfois seulement 1/3 de temps accompagné !

Il est vrai que la modification des périmètres des PIAL semble accentuer les difficultés d'organisation et de gestion. Pourtant à l'UNSA Éducation, nous sommes certains que les PIAL sont un dispositif opportun. Nous ne réclamons pas leur abandon ! Le problème des PIAL est un problème récurrent et général dans nombre de départements. Ce qui manque ce sont les moyens ! Si les textes étaient mieux respectés, si les moyens humains et financiers étaient déployés, certainement les PIAL seraient une belle aventure en faveur de l'inclusion scolaire. Alors pour les élèves, les familles et les enseignant.e.s dépourvu.e.s de solution au quotidien dans leur classe, nous vous demandons M. Le Directeur et dans les meilleurs délais, de déployer les moyens humains et financier pour répondre à l'enjeu de l'inclusion scolaire dans les conditions qui sont nécessaires pour les élèves, attendues et entendues par les familles, et digne d'estime pour l'Éducation Nationale.

A cela, la longue liste des RSST de ce début d'année, donne à lire la réplication de situations violentes provoquées par des élèves perturbateurs du nord au sud et d'ouest en est du département. Les situations décrites sont explosives, maltraitantes tant pour les collègues, que les élèves concernés et ceux autour. La fébrilité qui se lit dans les récits des collègues laissent entendre aussi une grande détresse. Celle de ne pouvoir et savoir faire son métier. Or, nous savons combien nous ne sommes pas formés à la gestion de crise générée par ces élèves colériques, agressifs et injurieux. Ce n'est pas la réponse presque laconique voire télégraphique de certains IEN : « équipe éducative prévue ! » qui suffit à soutenir les collègues vidé.e.s et sans voix. Nous savons le déploiement des brigades soutien sur le département et leur volonté d'intervenir rapidement. Nous respectons le travail des équipes spécialisées : maitre E, psychologue. Nous connaissons l'implication des équipes médicales quand elles existent : infirmières et médecins. Force est de constater que cela ne suffit pas. Nos collègues vivent sur la tangente et ce contexte ne leur permettent pas de vivre leur métier sereinement et épanoui.

Nous finirons ce propos liminaire par ce que nous définissons comme un manque de considération de la hiérarchie envers ses bases ; nous ne personnalisons pas cette critique et cela n'est pas dirigé personnellement contre vous M. Le Directeur. Nous généralisons ce constat. En effet, nous notons que les parents parlent mal aux enseignants et nous pensons que ce n'est que le reflet de la dégradation même de notre image d'enseignant portée bien bas par les médias. Fore est de constater que certains parents n'ont qu'une confiance limitée envers les enseignant.e.s de leurs enfants. Remise en cause des méthodes pédagogiques, suspicion sur les qualités éducatives, récriminations sur tel ou tel contenu disciplinaire… Notre ministre ne nous soutient pas publiquement et à travers ces mêmes médias altèrent les symboliques du métier et les représentations du monde enseignant ! Alors au-delà d'une revalorisation salariale attendue, donnez-nous les moyens de travailler dans de bonnes conditions, loin des inquiétudes quotidiennes qui gangrènent chaque jour un peu plus notre métier.